

Alexander De Croo

«Les mentalités commencent enfin à changer»

Le vice-Premier ministre estime que la jeune génération a davantage l'esprit d'entreprise. «Mais quand je vois comme on a pu critiquer Marc Coucke, je me dis qu'il reste du boulot.»

LES PHRASES CLÉS

«Tous les pays européens doivent participer à l'accueil et à la solidarité. Ce n'est pas l'Europe Mister Cash.»

«Un job est la meilleure manière pour un réfugié de s'intégrer.»

«L'Europe doit vraiment créer un marché digital unique. C'est la priorité.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Sortie du bois. Le vice-Premier ministre Open VLD Alexander De Croo était plutôt discret ces derniers temps. Pour «l'Echo», il revient sur les événements qui font l'actualité.

L'Europe est confrontée à une vague de candidats réfugiés: la Belgique va elle-même en accueillir beaucoup. Est-ce trop? Il y a là deux questions. Au niveau européen, on doit essayer de bien répartir les efforts. Or on constate que certains pays, la Hongrie par exemple, profitent des fonds structurels mais refusent de monter de la solidarité à l'heure d'accueillir des réfugiés. Et là, on dit non. Ça n'a jamais été le projet européen. Tous les pays européens doivent participer à cet accueil, et pas uniquement l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas ou la Suède. L'Europe n'est pas un Mister Cash chez qui on va chercher de l'argent quand ça arrange. Ensuite, pour ce qui concerne la Belgique, on veut être absolument certain que les réfugiés qui arriveront auront une réelle et honnête chance de s'intégrer. De réussir et de construire leur vie. Et là, il y a des limites à ce qu'on peut faire. La meilleure manière pour les gens de s'intégrer, c'est d'avoir un job.

Le secrétaire d'État à l'Asile Theo Francken a commencé par ouvrir de nombreuses places d'accueil puis s'est lancé dans une série de déclarations très dures sur les candidats réfugiés... Va-t-il trop loin? Je pense qu'il y a certaines déclarations à éviter, mais je pense aussi qu'on peut lui donner du crédit. Il est soumis à une pression incroyable. Le nombre de réfugiés explose, il essaye de faire de son mieux et c'est vrai que de temps en temps, il ferait mieux de s'abstenir de faire certaines déclarations.

Vous jugez positivement son action? Je pense que si on compare l'action de la Belgique à celle d'autres pays européens, on fait un effort considérable. On parle beaucoup de l'Allemagne mais si on regarde par tête d'habitant, la Belgique fait un effort égal si pas plus important. Mais c'est un dossier où il y a beaucoup de pression, et dans ce contexte-là il vaut mieux réfléchir avant de parler.

La N-VA travaille à un nouveau statut pour les réfugiés, avec moins de prestations sociales. Qu'en pensez-vous? Clairement, on ne va pas dire: il y a une catégorie A qui sont les Belges, et une catégorie B qui sont les réfugiés. Nous ne voulons pas faire cela et de toute manière, nous ne pouvons pas, il y a des règles internationales très claires là-dessus. Ce à quoi on doit penser, c'est à autre chose. Imaginez une famille de Syriens qui arrive ici après un long parcours, la problématique et les besoins sont

complètement différents de ceux d'un Belge qui a eu beaucoup de malchance et qui essaye de reconstruire sa vie. Il faut pouvoir agir de manière plus adaptée aux besoins de chacun.

Mais la population belge est très divisée sur la question des demandeurs d'asile: on agit aussi le spectre populiste, des réfugiés qui débiteraient et prendraient le job des «Belges»... Bien sûr. Mais on ne peut quand même pas dire que l'intégration en Belgique soit le plus grand des succès non plus. On ne peut pas dire cela. Mais on est dans une situation différente aujourd'hui, les employeurs disent qu'ils sont en faveur de cette nouvelle vague de réfugiés. Parce qu'il y a du travail et il y a des médias en pénurie. On cherche des gens. Et les Syriens et les Irakiens qui viennent en Belgique, ils ont souvent une expertise et une connaissance de base intéressante.

On connaît leurs profils?

C'est souvent ce qu'on appelle la classe moyenne. Je suis convaincu que ça peut être une vraie plus-value pour le pays, si on le fait de manière très contrôlée, et si on consacre les moyens nécessaires pour une vraie intégration. Et c'est pour ça qu'on dit aussi, il y a une limite au nombre de gens que l'on peut accepter.

Il faut un parcours d'intégration obligatoire?

Tout à fait. La meilleure manière de s'intégrer, c'est d'avoir un boulot. Quelqu'un qui a un job, il va apprendre la langue, il va s'intégrer, ça se passe naturellement.

Vous avez eu des différends avec votre collègue Kris Peeters dernièrement...

On essaye de monter des histoires qui n'en sont pas vraiment. On est tous des professionnels, on a parfois des points de vue différents mais l'ambiance est assez bonne dans ce gouvernement. Kris Peeters et moi avons parfois des points de vue divergents, c'est normal, on n'est pas dans le même parti. Mais dans le dossier de l'immigration, par exemple, on est sur la même ligne.

D'un point de vue personnel, la presse vous a désigné comme le responsable de fautes qui ont compliqué la vie du gouvernement. Cela vous a touché?

Oui, je ne vais pas le nier. Je ne suis pas un robot. Oui, ça m'a touché. J'ai dit dès le début en plus que ce n'était pas correct. A un moment donné, il faut tourner la page. On travaille ensemble, on est pas obligé d'aller boire des verres chaque soir au bar.

Vous n'êtes pas triste de voir les jeunes entrepreneurs, les start-ups, devoir quitter la Belgique pour les États-Unis afin de passer à une vitesse supérieure?

Clairement, l'Europe est faible à ce niveau-là. Pourtant à Bruxelles, les événements pour les start-ups se multiplient, les fonds d'investissement également, ça bouge comme je n'ai jamais vu en Belgique. Point de vue connaissance technique, on est bon. Mais c'est vrai que pour grandir, ces entreprises partent souvent vers les États-Unis, simplement parce que leur marché est intégré. L'Europe doit vraiment créer un